

Publications périodiques

Comptes annuels

BANK OF CHINA

Succursale – Montant de la dotation : 268 633 000 €
 Adresse de la succursale en France : 23/25, avenue de la Grande Armée – 75016 PARIS
 322 284 696 R.C.S. Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2018**I. – Bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	N	N-1
		2018	2017
Caisse, banque centrales, CCP	A1	10 685	240 326
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	A21	8 630 598	6 702 208
Opérations avec la clientèle	A31	6 535 899	6 959 661
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.3a	807 122	715 348
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	3.3c	12	12
Parts dans les entreprises liées	3.3c	10	10
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisations incorporelles	3.5B	1 040	1 057
Immobilisations corporelles	3.5A	11 652	12 538
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Comptes de négociation et de règlement			
Autres actifs	3.4Ba	34 886	24 032
Comptes de régularisation	3.4Aa	22 555	48 006
Total de l'actif		16 054 459	14 703 198

Passif	Notes	N	N-1
		2018	2017
Banques centrales, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	B11	4 582 004	3 698 311
Opérations avec la clientèle	B21	5 523 773	5 042 718
Dettes représentées par un titre	3.3b	5 207 132	5 261 345
Autres passifs	3.4B-b	47 516	40 542
Comptes de régularisation	3.4A-b	28 708	52 911
Comptes de négociation et de règlement			
Provisions	3.8	47 536	27 350
Dettes subordonnées	3.9	97 962	97 950
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	3.6	1 601	1 601
Capitaux propres (hors FRBG)			
Capital souscrit	3.6	518 227	480 470
Primes d'émission		268 633	268 633
Réserves			
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau	3.6	211 837	163 823
Résultat de l'exercice		37 757	48 015
Total du passif		16 054 459	14 703 198

Hors bilan	Notes	N	N-1
		2018	2017
Engagements donnés			
Engagement de financement	HB1	1 459 335	1 416 856
Engagement de garantie	HB2	457 065	798 094
Engagement sur titres	HB3		
Engagements reçus			
Engagement de financement	HB4	400 000	400 000
Engagement de garantie	HB5	2 992 273	4 298 097
Engagement sur titres	HB6		

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	Notes	N	N-1
		2018	2017
+ Intérêts et produits assimilés	6.1A	336 762	241 386
- Intérêts et charges assimilées	6.1B	222 496	152 410
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées			
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
+ Produits sur opérations de locations simples			
- Charges sur opérations de locations simples			
+ Revenus des titres à revenu variable	6.1C	1 034	181
+ Commissions (produits)	6.1D	7 647	8 095
- Commissions (charges)	6.1E	8 765	8 094
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	6.1F	17 198	34 702
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	6.1G	282	- 338
+ Autres produits d'exploitation bancaire	6.1H	1 547	1 924
- Autres charges d'exploitation bancaire	6.1I	904	636
Produit net bancaire		132 306	124 810
- Charges générales d'exploitation	6.1J	34 805	33 245
- Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	6.1K	1 481	1 343
Résultat brut d'exploitation		96 021	90 223
+/- Coût du risque	6.1L	- 25 618	- 15 270
Résultat d'exploitation		70 402	74 952
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		70 402	74 952
+/- Résultat exceptionnel	6.1M	57	1 104
- Impôt sur les bénéfices	6.1N	32 702	28 042
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		37 757	48 015

III. – Notes annexes aux états financiers au 31 décembre 2018

1. – Présentation des états financiers

Bank of China Ltd est un établissement de crédit de droit chinois, dont le siège social est situé à Beijing, 1 Fuxingmen Nei Dajie, Beijing 100818, Chine. La succursale française, Bank of China Paris, agréée le 29 novembre 1985, applique les dispositions réglementaires françaises en vigueur dont elle relève. L'établissement en France est localisé au 23/25, avenue de la Grande Armée, Paris 75116.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

2. – Description des principaux principes comptables et méthodes d'évaluation appliquées

Conformément aux dispositions applicables aux établissements de crédit agréés en France, les comptes de la succursale sont arrêtés au 31 décembre pour des exercices de 12 mois. Les comptes individuels de la succursale sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Règles générales

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.1. – Faits marquants de l'exercice

L'année 2018 a été marquée par le lancement d'un programme de renforcement du dispositif de contrôle interne et de conformité. Par ailleurs, au cours de l'exercice 2018, la succursale a fait l'objet d'un contrôle de l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution). Des axes d'amélioration prioritaires ont été identifiés pour répondre aux évolutions réglementaires et accompagner les activités de la banque.

Au cours de cette année, nous avons également porté une attention particulière à la mesure des risques de crédit et de contrepartie et avons affiné nos estimations et les provisions pour risques.

Nous avons renforcé notre dispositif d'évaluation, de provisionnement et de dépréciation pour s'adapter au développement de nos activités de crédits en développement ces dernières années.

Au début de l'exercice 2019, l'administration fiscale nous a notifié l'ouverture d'un contrôle fiscal. A la date de clôture de ces comptes, ce contrôle est en cours et n'a pas fait l'objet de provision.

2.2. – Les changements de méthode et de principe

Aucun changement de méthode n'est intervenu sur cet exercice.

2.3. – Immobilisations et amortissements

Les immobilisations acquises sont comptabilisées à leur prix de revient et amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilisation.

Nature	Durée d'amortissement
Construction (ancienne et nouvelle)	40 ans
Agencement	10 ans
Mobilier	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Matériel de transports	4 ans
Matériel de bureaux	5 ans

Les logiciels achetés sont amortis sur une durée de 5 ans. En revanche, le coût de développement des programmes informatiques conçus et utilisés par la banque figure en charges de l'exercice.

Les immeubles détenus à usage d'habitation du personnel expatrié sont évalués à leur coût historique et font l'objet d'un amortissement sur 40 ans. Une dépréciation est constatée, le cas échéant, si de manière individualisée leur valeur nette comptable reste supérieure à leur valeur de réalisation estimée à dire d'experts.

Le coût d'entrée des immobilisations est constitué du prix d'achat assortis des frais accessoires (droits de douanes, tva non récupérable et frais de mise en service) complété des frais complémentaires (droits de mutations, honoraires, commissions, frais d'actes).

Les immobilisations sont présentées en valeur nette à l'actif aux postes « immobilisations incorporelles » et « immobilisations corporelles ». Les dotations aux amortissements sont présentées au compte de résultat dans le poste « dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles ».

2.4. – Crédits à la clientèle et dépréciations

En application du règlement ANC 2014-07, les principes comptables applicables aux provisions et dépréciation sont détaillés ci-après :

1. – Portefeuille de crédits

Les crédits à la clientèle comprennent les crédits à l'exportation, les crédits de trésorerie, les crédits à l'équipement et les crédits à l'habitat. L'établissement participe également à des crédits syndiqués.

Ces crédits sont enregistrés au bilan à leur valeur nominale. Lorsqu'un risque probable de non-recouvrement, partiel ou total, apparaît, des dépréciations sont constituées par dotation au compte de résultat en coût du risque.

Les encours de crédit sont classés en quatre catégories encours sains, encours restructurés, encours douteux et encours douteux compromis.

Afin de mesurer son degré d'exposition et les risques qui en découlent, l'établissement utilise le système de notation interne du groupe. Les encours sont regroupés en ensembles homogènes définissant la sensibilité à l'évolution du risque. En complément, l'établissement effectue également une approche en méthode standard reposant sur les notations externes, notamment pour le calcul de l'exigence en capital de la succursale.

2. – Créances douteuses

En général, entrent dans la catégorie des encours douteux, les expositions porteuses d'un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins. Indépendamment de l'existence d'un impayé, des cas de dégradation de la situation financière de la contrepartie peuvent conduire à conclure sur l'existence d'un risque avéré justifiant son reclassement en encours douteux.

Lorsque les conditions de solvabilité du débiteur se dégradent et que le reclassement en encours sain n'est plus envisageable, la créance est spécifiquement classée en encours douteux compromis.

Les créances douteuses font, individuellement, l'objet d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable pouvant résulter de leur non-recouvrement total ou partiel.

Les intérêts sur les crédits sont comptabilisés en compte de résultat jusqu'à leur entrée dans une procédure contentieuse, date à partir de laquelle ils font l'objet d'un suivi extra comptable. Les intérêts comptabilisés font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation dans les mêmes conditions que les crédits auxquels ils se rattachent.

Par ailleurs, les intérêts échus et impayés depuis plus de 90 jours sont intégralement dépréciés.

3. – Dépréciations et provisions pour risques

Risque de contrepartie sur crédits octroyés

Les créances douteuses

L'évaluation des dépréciations est effectuée au regard des événements propres au débiteur et ses conditions de solvabilité en tenant compte des probabilités de recouvrement.

Les dépréciations spécifiques sur les créances douteuses clientèle viennent en minoration des postes de l'actif auxquels elles se rattachent.

Les dotations et les reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées en « coût du risque ».

Les créances douteuses font l'objet d'une procédure de recouvrement qui implique notre département de gestion des risques assisté de conseils juridiques. Lorsqu'il est établi que le recouvrement ne sera plus possible ou que le coût de recouvrement sera supérieur à la somme recouvrée, le passage en perte est décidé par la direction générale. Les créances sont alors passées en pertes et les dépréciations y afférentes sont reprises.

Une provision générale sur les créances saines et les engagements de hors bilan

Au cours de cette année, nous avons porté une attention particulière à la mesure des risques de crédit et de contrepartie et avons affiné nos estimations et les provisions pour risques. Nous avons renforcé notre dispositif d'évaluation, de provisionnement et de dépréciation pour s'adapter au développement de nos activités de crédits en développement ces dernières années. La succursale a revu sa politique de provisionnement collectif adopté en 2014. L'application d'une nouvelle estimation du risque de crédit a concerné un périmètre plus large incluant également les opérations de hors-bilan et les opérations interbancaires. Par ailleurs, l'introduction de critères plus fins ont conduit à accroître les provisions sur les expositions de crédits lorsque les facteurs de risques augmentent (baisse de la notation interne, retards de paiement.). Les montants de provisions sont détaillés au point 3.8.

A la clôture des comptes de l'exercice, nous avons effectué un provisionnement collectif sur créances saines et engagement de hors bilan. Le provisionnement est effectué sur la base des risques potentiels au regard des catégories

et des facteurs de risques propres à chacune des catégories d'exposition. Les calculs de provisionnement sont appliqués sur base statistique.

Les provisions collectives de risque de crédit couvrent les engagements et les expositions sur les clients et contreparties. Ces provisions sont inscrites au passif (voir 3.8).

Les dotations et les reprises de provision pour risque de crédit et de contrepartie sont présentées en « coût du risque »

Risque pays sur crédits octroyés

En fonction de l'analyse du risque pays, une provision pour risque peut également être constituée sur les expositions de la succursale qui ne font pas l'objet d'une dépréciation pour créances douteuses (voir 3.8).

2.5. – Portefeuille titres

Au 31 décembre 2018, le portefeuille titres est constitué de titres de placement (obligations d'états et obligations d'entreprises) qui répondent aux caractéristiques définies par le Règlement n° 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix de revient y compris prorata de prime ou décote, en Euro pour les titres libellés en Euros.

Les titres de placement sont évalués, individuellement, à la clôture de l'exercice, au plus bas du coût d'acquisition ou de leur valeur estimée de réalisation. La valeur de marché est déterminée sur base externe, cotation Reuters, à la clôture de l'exercice.

Lorsque la valorisation au prix de marché fait apparaître une moins-value, elle est inscrite en dépréciation de l'actif. La variation de résultat est inscrite en « gains et pertes sur opérations du portefeuille de placement.

Lorsque la valeur de marché est imparfaite et ne reflète pas correctement le risque de crédit, nous pouvons effectuer une estimation du risque de crédit et procéder à une provision spécifique. Constituée en tant que provision pour risque elle est enregistrée au passif et en coût du risque.

2.6. – Intérêts et commissions bancaires

Les intérêts sont enregistrés au compte de résultat au prorata temporis de la durée des opérations. Les intérêts courus sont enregistrés en créances et dettes rattachées.

Les commissions sont enregistrées selon la nature des prestations de services fournies et selon des critères distincts (date d'exigibilité, date d'encaissement, prorata temporis).

Ainsi :

- les commissions de tenue de compte facturées mensuellement, sont enregistrées à terme échu ;
- les commissions sur crédits documentaires facturées aux clients sont enregistrées à l' échéance du paiement pour les crédits exports et à l' ouverture de crédit pour les crédits imports ;
- les commissions d' engagement et de gestion sont comptabilisées à l' encaissement ;
- les commissions perçues ou versées sur les crédits syndiqués, relatives à des opérations sur les marchés secondaires, et qui par nature viennent rémunérer un risque de contrepartie, sont prises en compte au prorata temporis ;
- en application du règlement CRC 2009-03, les commissions reçues sont étalées sur la durée de vie effective du crédit selon la méthode alternative (article 8 CRC 2009-03).

2.7. – Opérations libellées en devises

Les créances, dettes et engagements libellés en devises sont évalués au cours de change officiel du marché au comptant à la clôture de l'exercice.

Les contrats de change au comptant sont réévalués au cours comptant à la fin de l'exercice.

Conformément au CRB n° 90-15 du 18 décembre 1990, les charges et les produits relatifs à des swaps de devise sont enregistrés lors de l'arrêté comptable de manière symétrique à la constatation des produits et des charges sur les opérations effectuées en sens inverse.

Cette symétrie est respectée en évaluant les contrats d'échange de devises selon leur valeur de marché et en évaluant les autres instruments financiers selon le prix de marché du jour le plus récent. Dans ce cas, les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre des contrats et des autres instruments, ainsi que les flux échus afférents à ces contrats, sont inscrits immédiatement en compte de résultat.

2.8. – Charges fiscales et crédits d'impôts

Impôts courants

Bank of china, Paris branch a mis en place, depuis l'exercice 2012, un dispositif d'intégration fiscale. Au 31 décembre 2018, le périmètre d'intégration comprend la succursale française de la banque et la société China bridge. Chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôts dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

L'impôt sur les sociétés est calculé conformément aux dispositions fiscales :

- le taux d'IS est de 28 % (cf. Art 84 de la loi des finances) sur les bénéfices inférieurs à 500 k€ ;
- au-delà de 500 k€ le taux appliqué est de 33,33 % ;
- une contribution sociale sur les bénéfices égale à 3,3 % de l'impôt sur les sociétés (déduction faite d'un abattement de 763 K€).

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes perçus des sociétés inclus dans le périmètre de l'intégration sont retranchées du résultat fiscal sous déduction d'une quote-part de frais et charges de 1 %.

Crédits d'impôts :

Selon les activités de la banque et l'application des règles fiscales en vigueur, des crédits d'impôts sont appliqués en déduction des charges d'impôts de l'exercice.

Crédit d'impôt mécénat :

La banque participe sous diverses formes à des actions ponctuelles ou des partenariats culturels ou sportifs. Ces dons et versements sont, s'ils répondent aux critères fiscaux, susceptibles d'ouvrir un droit à réduction d'impôts. Sur l'exercice 2018, compte tenu des dépenses entrant dans la catégorie dons et mécénat, le montant de ce crédit d'impôts s'élève à 30 milliers d'euros.

Crédit d'impôt compétitivité emploi :

A compter du 1^{er} janvier 2013, un crédit d'impôts « CICE » a été instauré pour le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Pour 2018, ce crédit d'impôts est égal à 6 % de la masse salariale (somme des rémunérations n'excédant pas 2.5 fois le SMIC, soit 210 milliers d'euros). Par ailleurs, comme le prévoit la réglementation (article 244 quater C du CGI), nous pouvons indiquer que ce crédit d'impôt à contribuer à financer l'amélioration de notre compétitivité, à travers notamment de la formation et des recrutements.

Crédit d'impôt relatif à la retenue à la source (impôts étrangers) :

En vertu des conventions fiscales conclues avec des états étrangers pour éviter les doubles impositions, les impôts prélevés par ces états peuvent dans certaines limites et conditions donner lieu à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt sur les sociétés françaises.

3. – Notes sur le bilan

Actif (En milliers d'euros.)	N	N-1	Variation	Passif	N	N-1	Variation
	2018	2017			2018	2017	
Caisse, banque centrales, CCP	10 685	240 326	- 95,55 %	Banques centrales, CCP	-	-	
Effets publics et valeurs assimilées	-	-		Dettes envers les établissements de crédit	4 582 004	3 698 311	23,89 %
Créances sur les établissements de crédit	8 630 598	6 702 208	28,77 %	Opérations avec la clientèle	5 523 773	5 042 718	9,54 %
Opérations avec la clientèle	6 535 899	6 959 661	- 6,09 %	Dettes représentées par un titre	5 207 132	5 261 345	- 1,03 %
Obligations et autres titres à revenu fixe	807 122	715 348	12,83 %	Autres passifs	47 516	40 542	17,20 %
Actions et autres titres à revenu variable	-	-		Comptes de régularisation	28 708	52 911	- 45,74 %
Participations et autres titres détenus à long terme	12	12	0,00 %	Comptes de négociation et de règlement	-	-	
Parts dans les entreprises liées	10	10	0,00 %	Provisions	47 536	27 350	73,81 %
Crédit-bail et location avec option d'achat	-	-		Dettes subordonnées	97 962	97 950	0,01 %
Location simple	-	-		Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	1 601	1 601	0,00 %
Immobilisations incorporelles	1 040	1 057	- 1,62 %		-	-	
Immobilisations corporelles	11 652	12 538	- 7,07 %	Capitaux propres (hors FRBG)	518 227	480 470	7,86 %

Capital souscrit non versé	-	-		Capital souscrit	268 633	268 633	0,00 %
Actions propres	-	-		Primes d'émission	-	-	
Comptes de négociation et de règlement	-	-		Réserves	-	-	
Autres actifs	34 886	24 032	45,16 %	Ecart de réévaluation	-	-	
Comptes de régularisation	22 555	48 006	- 53,02 %	Provisions réglementées et subventions d'investissement	-	-	
	-	-		Report à nouveau	211 837	163 823	29,31 %
	-	-		Résultat de l'exercice	37 757	48 015	- 21,36 %
	16 054 459	14 703 198	9,19 %		16 054 459	14 703 198	9,19 %

3.1. – Créances et dettes avec les établissements de crédit et la clientèle

A. – Etat des créances (En milliers d'euros.)

A1. – Caisse, banques centrales

Opérations de trésorerie	31/12/2017	31/12/2018	Variation	% variation
Caisse, Banque centrales	240 326	10 685	- 229 641	- 95,55 %
Créances rattachées	0	0	0	n.a.
Total	240 326	10 685	- 229 641	- 95,55 %

A2. – Créances sur les établissements de crédit

A21. – Ventilation par nature

Opérations interbancaires	31/12/2017	31/12/2018	Variation	% variation
A vue	3 269 466	1 979 120	- 1 290 346	- 39,47 %
Prêt jour le jour	0	0	0	n.a.
Prêt à terme	3 432 742	6 651 479	3 218 736	93,77 %
Total	6 702 208	8 630 598	1 928 390	28,77 %
Dont commissions (CRC 2009-03)	- 33	0	33	- 100,00 %
Dont créances rattachées	15 151	30 979	15 829	104,47 %

A22. – Ventilation selon la durée restant à courir (hors créances rattachées)

Nature	A vue	<= 1 M	<= 3 M	<= 6 M	<= 1 an	<= 5 ans	> 5 ans	Total
Opérations de trésorerie - comptes et prêts à terme	1 979 120	1 318 645	2 488 780	770 925	311 701	1 711 202	19 246	8 599 619

A3. – Opérations avec la clientèle

A31. – Ventilation par nature

Opérations de la clientèle	31/12/2017	31/12/2018	Variation	% variation
Créances commerciales	0	0	0	n.a.
Autres concours	6 955 912	6 532 804	- 423 108	- 6,08 %
Comptes ordinaires	3 748	3 095	- 653	- 17,43 %
Total	6 959 661	6 535 899	- 423 761	-6,09 %
Dont dépréciation sur douteux	- 9 170	- 5 432	3 738	- 40,76 %
Dont commissions (CRC 2009-03)	- 13 418	- 13 304	114	- 0,85 %
Dont créances rattachées	25 873	29 400	3 527	13,63 %

En application du règlement CRC 2009-03, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction à recevoir qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné. En revanche, les commissions constatées d'avance sont présentées en déduction de l'encours.

A32. – Ventilation selon la durée restant à courir (hors créances rattachées)

Nature	A vue	<= 1 M	<= 3 M	<= 6 M	<= 1 an	<= 5 ans	> 5 ans	Total
Concours à la clientèle	3 095	64 145	98 526	86 234	740 604	4 640 220	892 411	6 525 236

A33. – Répartition des crédits par risques selon règlement 2002-03

Opérations avec la clientèle	Encours au 31/12/2018	Créances saines	Créances restructurées	Créances douteuses	Créances douteuses compromises	Provisions
Administrations	131 222	131 222				
Grandes entreprises	6 353 706	6 345 726		7 979		5 432
Petites & moyennes entreprises	21 159	21 159				
Particuliers	19 149	19 149				
Total	6 525 235	6 517 256	0	7 979	0	5 432

B. – Etat des dettes (En milliers d'euros.)*B1. – Dettes sur les établissements de crédit*B11. – Ventilation par nature

Opérations de trésorerie	31/12/2017	31/12/2018	Variation	% variation
A vue	12 916	38 097	25 181	194,96 %
Emprunts au jour le jour	-	-	-	na
Emprunts à terme	3 685 395	4 543 907	858 512	23,29 %
Total	3 698 311	4 582 004	883 693	23,89 %
Dont dettes rattachées	14 091	20 049	5 958	42,28 %

B12. – Ventilation selon la durée restant à courir (hors dettes rattachées)

Nature	A vue	<= 1 M	<= 3 M	<= 6 M	<= 1 an	<= 5 ans	> 5 ans	Total
Opérations de trésorerie - comptes et emprunts à terme	35 957	575 803	2 260 951	151 107	83 048	1 346 571	108 517	4 561 955

*B2. – Opérations avec la clientèle*B21. – Ventilation par nature

Opérations de la clientèle	31/12/2017	31/12/2018	Variation	% variation
Comptes d'épargne à régime spécial	9 382	10 435	1 053	11,22 %
A vue	9 382	10 435	1 053	11,22 %
A terme	0	0	0	na
Autres dettes	5 033 336	5 513 338	480 002	9,54 %
A vue	1 393 478	1 852 532	459 054	32,94 %
A terme	3 639 857	3 660 806	20 948	0,58 %
Total	5 042 718	5 523 773	481 055	9,54 %
Dont dettes rattachées	9 389	8 773	-616	-6,56 %

B22. – Ventilation selon la durée restant à courir (hors dettes rattachées)

Nature	A vue	<= 1 M	<= 3 M	<= 6 M	<= 1 an	<= 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes de la clientèle	1 308 529	38 509	49 313	484 299	668 243	2 863 752	102 353	5 515 000

C. – Etat des opérations effectuées avec le groupe Bank of China (En milliers d'euros.)

Nature	Montant 2017	Montant 2018
Bilan		
Prêts à terme de financement		
Succursales et siège	3 216 742	5 691 607
Filiales	1 280	543 976
Emprunts à terme de financement		

Succursales et siège	1 220 096	757 649
Filiales	43 015	25 208
Emprunt subordonné	97 800	97 800
Hors Bilan		
Engagements de garanties données	3 762	2 214
Engagement de garanties reçues	3 818 863	2 570 768
Engagements de financement reçus	400 000	400 000

3.2. – Etat des créances douteuses (En milliers d'euros.)

A. – Etat des créances douteuses (En milliers d'euros.)

	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Ajustement variation cours	31/12/2018
Montant en capital restant dû	9 170	7 979	9 170	0	7 979
Montant en intérêts	0	0	0	0	0
Total	9 170	7 979	9 170	0	7 979
Dont pertes sur créances irrecouvrables couvertes par dépréciation	0	0	9 170	0	0

Au cours de l'exercice 2018, une opération de crédits antérieurement couverte par une provision est passée en perte. Quelques opérations de crédits ont été classé en douteux en cours d'exercice. Les provisions ont été estimées au mieux de la connaissance de la banque à la date d'arrêté.

B. – Dépréciations des créances clients à l'actif (En milliers d'euros.)

	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018
Dépréciation sur créances douteuses	9 170	5 432	9 170	5 432
Dépréciation sur intérêts des créances douteuses	0	0	0	0
Total	9 170	5 432	9 170	5 432

3.3. – Opérations sur titres (En milliers d'euros.)

A. – Titres de placement

Tableau des variations 2017-2018 des portefeuilles Titres :

	Prix nominal		Prix d'acquisition		Moins valeurs latentes au 31/12		Plus valeurs latentes au 31/12		Valeur au bilan	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Titres de placement										
Obligations à taux variable										
Obligations à taux fixes	712 494	803 803	713 836	804 591	1 064	782	3 608	3 209	712 772	803 809
Total	712 494	803 803	713 836	804 591	1 064	782	3 608	3 209	712 772	803 809
Créances rattachées									2 576	3 313
Total au bilan									715 348	807 122

La succursale a maintenu un portefeuille de titres obligataires dans le but de répondre aux exigences des ratios de liquidité. Un crédit entreprise a été converti en obligation en septembre 2017 et transféré dans le portefeuille titres. Les titres sont valorisés aux prix du marché. Lorsque la valorisation du marché apparaît imparfaite et ne reflétant pas le risque, une provision pour risque complémentaire est effectuée (voir 3.8).

B. – Dettes représentées par un titre (Passif)

Au 31 décembre 2018, l'encours des émissions de dettes sous forme de titres s'élève à 5 207 132 K€. Cet encours est composé de titres de créances négociables dans le cadre de programmes approuvés par la Banque de France et des programmes EMTN et Green Bonds.

Titres de créances négociables CP/MTN :

Au 31 décembre 2018, le montant des émissions en cours s'élève à 3 875 921 K€, les dettes rattachées présentent un solde de 617 K€.

Ventilation selon la durée restant à courir (hors dettes rattachées)

Nature	<= 1 M	<= 3 M	<= 6 M	<= 1 an	<= 5 ans	> 5 ans	Total
Titres de créances négociables	2 308 440	906 416	444 516	203 453	13 094		3 875 921

EMTN / Green bonds :

Au cours de l'exercice 2014, nous avons procédé à l'émission d'EMTN en CNY (Arc de triomphe) sur le marché de Hong Kong et coté sur NYSE EURONEXT Paris. Au 31 décembre 2018, l'encours est de 63 625 K€. Les dettes rattachées s'élèvent à 1 134 K€.

En novembre 2017, Bank of china a émis des « Green bonds » au travers de la succursale française pour accompagner le développement du groupe sur le segment du financement durable. Ces émissions obligataires ont par ailleurs été cotées sur NYSE EURONEXT Paris. A fin décembre, l'encours de ces émissions « Green bonds » représentent 1 263 402 K€ et les dettes rattachées représentent 2 433 K€.

	Code ISIN	Devise	Montant	Date émission	Date de Maturité
EMTN Arc de Triomphe	XS1087848906	CNY	500 000 K	15/07/2014	15/07/2019
Green Bond	XS1720540217	EUR	700 000 K	22/11/2017	22/11/2020
Green Bond	XS1720540134	USD	500 000 K	22/11/2017	22/11/2022
Green Bond	XS1720540308	CNY	1 000 000 K	22/11/2017	22/11/2020

Répartition par durée résiduelle en contrevaletur EUR

Nature	<= 1 M	<= 3 M	<= 6 M	<= 1 an	<= 5 ans	> 5 ans	Total
EMTN Arc de triomphe				63 625			63 625
Green bonds					1 263 402		1 263 402
Total				63 625	1 263 402		1 327 027

C. – Participation

— Participations (Actif)

Au 31 décembre 2018, les participations de la succursale sont limitées. Une participation dans BPI France (anciennement OSEO) réalisée en 2012 figure au bilan pour un montant de 12 K€.

— Parts dans les entreprises liées (Actif)

Au 31 décembre 2018, la succursale de BOC paris détient une participation dans la société « China Bridge » ayant une activité d'assistance dans la gestion des dossiers et la délivrance de visas pour la Chine. Cette participation s'élève à 10 K€.

Filiales et participations étrangères	Devises	Capital	Capitaux propres autres que le capital et résultat de l'exercice	Quote-part du capital-action en %	Valeur brute comptable des titres	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals et autres garanties données	Chiffres d'affaires 2018	Résultat net 2018	Dividendes 2017
China bridge	KEUR	10	1	100 %	10	-	76	9 813	881	1 034

3.4. – Détail des comptes de régularisation et autres actifs et passifs (En milliers d'euros.)**A. – Comptes de régularisation***a. – Actif*

	2017	2018
Comptes de régularisation divers (ajustement de devises)	43 399	20 434
Valeur à l'encaissement : compensation	113	43
Produits à recevoir sur swap de taux	126	105
Excédent acomptes sur taxes	0	0
Autres produits à recevoir	1 913	1 630
Charges constatées d'avance	2 455	342
Total	48 006	22 555

b. – Passif

	2017	2018
Comptes de régularisation divers (ajustement de devises)	47 502	18 039
Comptes d'encaissements	858	4 912
Charges à payer : swaps de taux	185	190
Comptes d'étalement IFT	0	0
Autres charges à payer	3 252	3 586
Produits constatés d'avance	1 114	1 982
Total	52 911	28 708

En application du CRC 2009-03, les produits à recevoir et produits constatés d'avance relatifs aux commissions relevant du CRC 2009-03 ont été reclassés à l'actif avec les opérations de crédits à la clientèle.

B. – Autres comptes d'actif – Passif*a. – Autres actifs*

	2017	2018
Dépôts de garantie	1 405	1 870
Comptes relatifs aux opérations sur titres	-	-
	-	-
Débiteurs divers	22 627	33 016
Dont dividende China bridge à recevoir	-	1 034
Dont impôts sur les sociétés : acomptes	21 934	28 225
Total	24 032	34 886

b. – Autres passifs

	2017	2018
Autres dépôts de garanties reçus	648	667
Primes sur instruments conditionnels	0	0
Charges sociales, congés payés, participation des salariés	11 769	14 433
Rétrocessions apporteurs d'affaires	0	0
Dettes fournisseurs	53	53
Autres impôts et taxes	28 072	32 362
Dont impôts sur les sociétés	28 040	32 702
Total	40 542	47 516

3.5. – Immobilisations (En milliers d'euros.)**A. – Immobilisations corporelles (En milliers d'euros.)**

Nature	Valeur brute début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute fin d'exercice
Terrains	0			0
Constructions	10 670			10 670
Agencements	9 335	36		9 371
Mobiliers	331	10	2	339
Matériels informatiques	1 190	214	175	1 228
Matériels de transport	218			218
Matériels de bureaux	290	6	1	295
En cours	85		37	48
Total	22 118	265	215	22 168

B. – Immobilisations incorporelles (En milliers d'euros.)

Nature	Valeur brute début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute fin d'exercice
Matériels informatiques	0			0
Logiciels	2 080	406	2	2 484
En cours	50		50	0
Total	2 130	406	52	2 484

C. – Amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles (En milliers d'euros.)

Immobilisations amortissables	Amortissements au début de l'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif & reprises	Amortissements à la fin de l'exercice	Taux appliqués aux calculs d'amortissement
Terrains					0
Constructions	2 231	267		2 498	2,5
Agencements	5 777	654		6 431	10
Mobiliers	213	23	1	236	10
Matériels informatiques	893	146	170	869	20
Matériels de transport	218			218	25
Matériels de bureaux	247	17	1	264	20
En cours					
Total	9 580	1 108	172	10 516	

D. – Amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles (En milliers d'euros.)

Immobilisations amortissables	Amortissements au début de l'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif & reprises	Amortissements à la fin de l'exercice	Taux appliqués aux calculs d'amortissement
Matériel informatique					
Logiciel	1 073	373	2	1 444	20
Total	1 073	373	2	1 444	

3.6. – Capitaux propres et réserves (En milliers d'euros.)

Les capitaux propres se décomposent comme suit :

	2015	2016	2017	2018
Capital	118 633	268 633	268 633	268 633
Fonds pour risques bancaires généraux	1 601	1 601	1 601	1 601
Report à nouveau	138 217	138 217	163 823	211 837
Résultat bénéficiaire	25 782	25 606	48 015	37 757
Total des capitaux propres	284 232	434 056	482 071	519 828

Pour mener ses activités en France et respecter les ratios réglementaires sur la solvabilité et la liquidité, conformément au règlement CRB n° 92-14 du 23 décembre 1992, notre succursale a fait l'objet d'une dotation en fonds propres. Cette dotation est enregistrée en capital versé. En Mars 2016, la succursale a obtenu une augmentation de sa dotation pour 150 millions d'euros, portant le total à 268 633 K€. Le résultat de 2017 a fait l'objet d'une affectation au report à nouveau.

3.7. – Fonds pour risques bancaires généraux

La BANK of CHINA a créé un Fonds pour Risques Bancaires Généraux affecté à la couverture des risques inhérents aux opérations bancaires pour un montant de 1 601 K€, inchangé en 2018.

3.8. – Provisions (En milliers d'euros.)

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Reprises utilisées	Effet lié au périmètre changement estimation	Montant à la fin de l'exercice
Engagements de retraite	291	29				320
Risque pays	4 566	366				4 933
Risque crédit	20 657	12 418	6 035		12 548	39 587
Sur crédit clientèle	19 906		5 159		9 301	24 048
Sur engagement hors bilan	0		753		3 065	2 312
Sur opérations interbancaires	0		60		80	19
Sur émetteur de titres	751	12 418	63		104	13 209
Autres risques et charges	1 836	860				2 696
Total	27 350	13 673	6 035	0	12 548	47 536

- Les engagements de retraite sont représentés par la provision pour indemnités de départ en retraite qui a été portée à 320 K€, soit + 29 K€ par rapport au 31 décembre 2017 (complément d'information au 7.3).
- Provision pour risques pays :
L'analyse des encours par pays à la fin de l'exercice, a conduit l'établissement à porter sa provision à 4 933 K€ au 31 décembre 2018, soit une hausse de 366 K€.
Les encours retenus dans le calcul de la provision pour risques pays sont nettés des garanties reçues du groupe Bank of China d'une part et excluent l'ensemble des expositions sur les filiales d'établissements bancaires de pays membres de l'O.C.D.E et des établissements du groupe Bank of China situés dans ces pays d'autre part.
- Provision pour risques de crédit :
Au cours de l'exercice, nous avons renforcé notre analyse du risque de crédit et affiné nos calculs de provision. La provision au titre du risque de crédit a augmenté de 18 930 K€ pour atteindre 39 587 K€. La succursale a revu sa politique de provisionnement collectif adopté en 2014. Des précisions sur la méthode sont indiquées au 2.4-3. L'application d'une nouvelle estimation du risque de crédit a concerné un périmètre plus large incluant également les opérations d'hors-bilan. Par ailleurs, l'introduction de critères plus fins ont conduit à accroître les provisions sur les crédits clientèle lorsque les facteurs de risques augmentent (baisse de la notation interne, retards de paiement.).
- Autres provisions pour risques et charges :
A la suite d'un contrôle fiscal début 2017, nous avons constitué une provision de 1 448 K€ dans les comptes de 2016 pour couvrir le risque fiscal relatif à la contribution exceptionnelle de 2015. A ce jour, le montant n'a pas été mis en recouvrement.
Les provisions pour autres risques ont été portées à 1 248 K€, soit une augmentation de 860 K€ sur 2018 pour différents litiges en cours.

3.9. – Dettes subordonnées (En milliers d'euros.)

Année	Nature des dettes subordonnées	Devise	Montant de l'engagement converti en euros hors dettes rattachées	Montant utilisé au 31/12/2018 hors dettes rattachées
25/06/2008	2 Emprunts subordonnés à durée déterminée à 10 ans répondant aux conditions prévues par le règlement n° 90-02 du 02/02/1990 du CRB (selon les dispositions de l'article 4-D). La durée de ces crédits a été prorogée à juin 2023 par avenant en date du 12/09/2013 Le taux d'intérêt est : euribor annuel + 90PB	EUR	32 800	32 800
25/06/2014	Un emprunt subordonné à durée déterminée à 10 ans a été contracté en date du 25 juin 2014 avec le siège Taux d'intérêt : Euro Libor 6 mois + 300BP	EUR	65 000	65 000
			97 800	97 800

Au 31 décembre 2018, les dettes rattachées aux emprunts subordonnés s'élèvent à 162 K€.

4. – Créances et dettes rattachées

2018 (En milliers d'euros.)	Créances	Dettes
Opérations de trésorerie et interbancaires	30 979	20 049
Opérations avec la clientèle	29 400	8 773
Opérations sur titres et divers	3 313	4 184
Opérations sur dettes subordonnées		162
Total	63 692	33 168

5. – Notes sur le hors bilan**5.1. – Opérations de change et dérivés de taux**

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Opérations en devises, Instruments financiers à terme		
Prêt en devises (délai de dénouement)		
Emprunt en devises (délai de dénouement)		396 778
Change au comptant		
Achat	9 563	32 427
Vente	9 553	32 438
Change à terme		
Achat	146 261	6 069
Vente	146 139	6 067
NDF Change à terme non livrable		
Achat	0	0
Vente	0	0
Swap de devises		
Achat	3 101 683	466 003
Vente	3 102 479	464 133
Cross currency swap		
Achat	257 989	263 964
Vente	257 989	263 964
Swaps de taux	250 000	200 000

5.2. – Engagement de hors bilan

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Engagements donnés		
Engagement de financement	1 416 856	1 459 335
Ouvertures crédits documentaires	166 916	155 752
Autres ouvertures crédits	1 161 571	1 292 870
Acceptations de payer	88 369	10 714
Engagement de garantie	798 094	457 065
Etablissement de crédits	14 972	6 021
Clientèle	783 122	451 045
Engagements reçus		
Engagement de financement	400 000	400 000
Siège Bank of China	400 000	400 000
Engagement de garantie	4 298 097	2 992 273
Etablissement de crédits	4 298 097	
Administration publique et clientèle		

6. – Notes sur le compte de résultat**6.1. – Compte de résultat**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2018	Variation 2017/2018	%
Intérêts et produits assimilés	241 386	336 762	95 376	40 %
Intérêts et charges assimilées	- 152 410	- 222 496	- 70 086	46 %
Revenus des titres à revenus variables	181	1 034	853	472 %
Commissions (produits)	8 095	7 647	- 448	- 6 %
Commissions (charges)	- 8 094	- 8 765	- 670	8 %
Gains et pertes sur opérations portefeuille de négociation	34 702	17 198	- 17 504	- 50 %
Gains et pertes sur opérations portefeuille de placement	- 338	282	620	- 184 %
Autres produits d'exploitation bancaires	1 924	1 547	- 378	- 20 %
Autres charges d'exploitation bancaires	- 636	- 904	- 268	42 %
Produit net bancaire	124 810	132 306	7 496	6 %
Frais généraux (y compris frais de siège)	- 31 819	- 33 145	- 1 326	4 %
Dotations aux amortissements	- 1 343	- 1 481	- 138	10 %
Intéressement et participation	- 1 426	- 1 660	- 234	16 %
Résultat brut d'exploitation	90 223	96 021	5 798	6 %
Dotations nettes sur risques clients, pays, et divers	- 15 270	- 25 618	- 10 348	68 %
Reprises nette au FRBG	0	0	0	n.a.
Résultat d'exploitation	74 952	70 402	- 4 550	- 6 %
Résultat exceptionnel (y compris cessions immobilisations)	1 104	57	- 1 047	- 95 %
Impôts sur les bénéfices	- 28 042	- 32 702	- 4 660	17 %
Résultat net	48 015	37 757	- 10 257	- 21 %

6.2. – Commissions

Nature (En milliers d'euros.)	2017		2018	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations effectuées avec des établissements de crédit	2 927	0	2 022	0
Opérations effectuées avec la clientèle	0	646	0	445

Opérations sur titres	0	0	0	0
Opérations de change	0	0	0	0
Opérations de hors-bilan	0	5 224	0	5 126
Sur engagements de financement	0	1 353	0	1 446
Sur engagement de garantie	0	3 871	0	3 680
Sur instruments financiers à terme	0	0	0	0
Opérations sur prestations de services financiers	5 168	2 226	6 743	2 076
Total	8 094	8 095	8 765	7 647
Net	1		- 1 117	

Les commissions relevant du CRC 2009-03 sont présentées en intérêts assimilés. Les commissions nettes de l'exercice présentent un solde négatif.

6.3. – *Coût du risque*

Nature du risque (En milliers d'euros.)	2017	2018
Risque de crédit et contrepartie	- 10 863	- 11 945
Risque pays	- 3 262	- 366
Risque fiscal	-	-
Risque sur valorisation titres	- 751	- 12 418
Engagement sociaux	- 40	- 29
Autres risques et charges	- 354	- 860
Coût du risque	- 15 270	- 25 618

6.4. – *Charges de personnel*

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Salaires et traitements	12 581	13 146
Charges sociales	6 530	5 473
Dont charges de retraite	494	495
Participation de salariés	1 426	1 660
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	1 127	1 434
Total	21 664	21 714

6.5. – *Résultat exceptionnel*

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Produits exceptionnels		
Impôts et taxes, organismes sociaux	979	107
Indemnités (Retraite, Fongecif...)	174	0
Divers produits exceptionnels (excédent en caisse)	10	0
Total	1 163	108
Charges exceptionnelles		
Impôts et taxes, organismes sociaux	0	- 38
Clients - divers frais et charges	0	- 6
Pertes sur cessions/mise au rebut immobilisations	0	- 6
Total	- 58	- 50
Net	1 105	57

Les charges et produits exceptionnels regroupent les événements qui ne se rapportent pas à la gestion courante de la société. Par conséquent les éléments suivants sont inscrits dans cette catégorie : les pénalités, amendes ou taxes relatives à des exercices antérieurs, les produits ou pertes sur cessions d'immobilisations et les résultats des éventuels litiges.

7. – Autres informations

7.1. – Situation fiscale

La situation fiscale 2018 fait apparaître un résultat courant avant impôts sur les bénéfices de 70 402 K€, auquel s'ajoute un résultat exceptionnel de 57 K€. L'impôt sur les sociétés s'élève à 32 702 K€.

7.2. – Les effectifs de la banque de chine et sa répartition par catégorie socio-professionnelle

Année	Techniciens des métiers de la banque	Cadres	Total
2016	122	55	177
2017	126	53	179
2018	122	55	177

7.3. – Engagements sociaux**a) – Pour départ à la retraite**

Dans le cadre de la convention collective de la banque (art. 31), la banque verse une indemnité de départ à la retraite en fonction de l'ancienneté du salarié. Les engagements sociaux représentés par les indemnités de départ à la retraite s'élèvent à 320 K€. Ils ont été provisionnés au 31 décembre 2018. Le calcul des indemnités de départ résulte de l'application de la convention collective des banques et des hypothèses statistiques de mortalité et de présence à l'âge de départ en fonction de l'âge actuel des salariés. (Age moyen de départ : 63 ans - Taux moyen de revalorisation des salaires : 2,50 % - Taux d'actualisation : 4,50 %)

b) – Compte personnel de Formation (CPF)

Le DIF (Droit Individuel à la formation) institué par la loi du 4 mai 2004 a été remplacé par le Compte personnel de Formation (CPF) à compter du 1^{er} janvier 2015 (loi 2014-288 du 5 mars 2014).

Les heures acquises jusqu'au 31 décembre 2014 au titre du DIF (soit 10 284 heures) sont transférées sur le CPF et sont utilisables jusqu'au 31 décembre 2020.

L'acquisition des heures CPF s'effectue à hauteur de 24 heures par an jusqu'à un plafond de 120 heures, puis à hauteur de 12 heures par an jusqu'à un plafond de 150 heures. L'incrémentation annuelle du CPF intervient à la fin du trimestre suivant l'année de référence. La gestion du CPF est confiée par la loi à la Caisse des Dépôts et Consignations.

7.4. – Honoraires CAC (En euros.)

Le mandat de commissariat aux comptes a été confié aux cabinets Ernst & Young et FIDORG Audit. Ce mandat a été renouvelé en 2016 pour une période de six ans.

Conformément à leur lettre de mission, les honoraires de nos commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2018 sont de 146 000 € HT selon la répartition suivante :

	Ernst & Young 2018		FIDORG Audit 2018	
	Montant	%	Montant	%
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels	86 000	58,90 %	60 000	41,10 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes	-	-	-	-
	86 000	58,90 %	60 000	41,10 %

7.5. – Événement post-clôture

Néant

Nhay PHAN
Directeur général

IV. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée conformément à l'article L. 511-38 du Code monétaire et financier, nous avons effectué l'audit de comptes annuels de Bank of China Limited, succursale de Paris relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la succursale à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel de l'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités, la perte probable est prise en compte par votre succursale via une dépréciation dès lors qu'un encours est douteux. Par ailleurs, votre succursale a également constaté, au passif de son bilan des provisions destinées à couvrir des risques non affectés individuellement tels que les provisions pour risques pays ou la provision générale sur les créances saines et les engagements de hors bilan. Nous avons examiné le dispositif mis en place par la direction pour identifier et évaluer ces risques ainsi que pour déterminer les montants des dépréciations et provisions qu'elle estime nécessaires, et nous avons contrôlé que les estimations comptables qui en résultent s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la note 2.4 de l'annexe.

Votre succursale constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges, tels que décrits dans la note 3.8 de l'annexe. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directeur général.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement

de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la succursale ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la direction générale de la succursale.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre succursale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Paris-La-Défense, le 11 juin 2019
Les commissaires aux Comptes

FIDORG Audit
Manuel LE ROUX

ERNST & YOUNG Audit
Matthieu PRECHOUX

V. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à notre succursale : 23/25, avenue de la Grande Armée – 75016 PARIS.